



**LE 17 SEPTEMBRE,**

## **RETRAITÉS SOYEZ ACTIFS ET REVENDICATIFS !**

**Le nouveau gouvernement compte poursuivre la partition de Macron, l'omnipotent chef politique du pouvoir en place :**

- Mise en œuvre de directives liberticides destinées à anesthésier le peuple.
- Poursuite des réformes : retraite, santé, droit du travail avec pilonnage contre le code du travail et la Sécurité Sociale.
- Accompagnement des plans sociaux des entreprises avec des aides de l'Etat démultipliées.
- Renforcement de la politique d'intégration économique par les leviers de l'Union Européenne et poursuite du néo libéralisme.
- Casse des services publics et transfert des secteurs lucratifs au privé.

**Macron a menti durant la période de confinement** en faisant mine de se flageller sur certains de ses choix politiques, en s'abritant derrière la « neutralité » du corps scientifique. Il a fait croire à une inversion de ligne politique alors qu'en réalité nous assistons à une accélération des réformes néfastes pour les salariés et les retraités.

**Les retraités font l'objet d'une infâme stigmatisation et d'attaques permanentes pour préparer des décisions législatives qui accentueront les prélèvements, les impôts et taxes, tout cela au nom d'une pseudo « solidarité ».** Pendant ce temps, ceux qui s'engraissent de dividendes, d'exonérations de toutes natures sans le moindre contrôle sont soutenus par un pouvoir politique qui milite ouvertement pour les riches.

Comparer les niveaux de revenus des retraités à ceux des salariés qui sont victimes de la crise économique et sanitaire est ignoble. C'est toujours la même rengaine « d'opposer pour mieux diviser ! ».

Les retraités ont bien des raisons d'être partie prenante de la journée d'action et de rassemblement du 17 septembre 2020 :

- **Exiger la revalorisation des pensions avec la fixation d'un minimum de pension équivalent au SMIC.**
- **La création au sein de la branche maladie de la Sécurité Sociale d'un risque « autonomie » dont les financements seront assurés par les cotisations sociales.**
- **La mise en œuvre d'un plan de remise à niveau des services publics dans les territoires avec les créations d'emplois à la clef dans tous les domaines vitaux : santé, éducation, transport, énergie, justice, sécurité, administration sociale et fiscale.**
- **La suppression des exonérations de cotisations sociales octroyées sans la moindre contrepartie pour les entreprises et le rétablissement d'une fiscalité plus justement répartie et non clientéliste.**

Les retraités mineurs, électriciens et gaziers, les retraités de l'Energie atomique défendent à juste titre les dispositions statutaires ou particulières qui s'appliquent depuis plus de 70 ans. Certains proches du pouvoir actuel, les milieux financiers rêvent de l'anéantissement des règles qui ont été mises en place par le Conseil National de la Résistance alors que celles-ci n'ont jamais mis en péril ces secteurs industriels placés sous le contrôle de la Nation. La mise à l'index des régimes spéciaux de retraite en est un exemple notoire. Les retombées économiques de ces choix sociaux sont partagées par toute la communauté nationale et ne sont pas strictement et égoïstement réserver à leurs personnels, comme certains démagogues le laissent penser.

**Le 17 Septembre les retraités de ces secteurs défendront leurs garanties institutionnelles et exigeront des améliorations :**

- **Consolidation des droits à la santé, de la gratuité des soins pour les mineurs et des structures médicales et para médicales de proximité.**
- **Amélioration des garanties couvertes par la CAMIEG pour consolider le socle du régime spécial appliqué à plus de 500 000 personnes. Il faut empêcher la tentative d'injonction du gouvernement sur les comptes de la CAMIEG avec la proposition d'un prélèvement de 180 Millions d'€ qui s'apparenterait à une CAMIEG TAX, car 80% correspondrait à des cotisations payées par le salariés et les retraités des IEG.**
- **Maintien de notre caisse de retraite CNIEG et retrait de la réforme instaurant un régime universel par points.**
- **Maintien des avantages en nature et en particulier du tarif-agent menacé par la Cour des comptes.**

**L'Union Fédérale des Retraités de la FNME CGT vous appelle à être dans l'action le 17 septembre 2020 !**